

Finances

Personne qui a suivi les affirmations du ministre des Finances ces derniers jours ne peut plus avoir confiance dans la gestion économique du pays, parce que le ministre a dit aujourd'hui en toutes lettres que le gouvernement du Canada n'intervenait pas sur le marché et que ce qu'il fait est normal. Il faut remonter dix ans en arrière pour trouver un exemple de ce qu'il a fait hier, mais cela ne l'empêche pas de dire qu'il s'agit d'une opération normale. Sans rire. Quand il n'y a absolument rien de secret à ce sujet. Car il n'y a rien de secret dans les interventions sur les marchés de change. Il s'agit de transactions et il y a des gens qui savent ce qui se passe. Quand le ministre des Finances dit que la Banque du Canada n'a pas pris de mesures défensives pour soutenir le dollar, il saborde sa crédibilité, il fait perdre toute confiance dans sa gestion économique. Il n'a pas pu ne pas être au courant, et s'il ne l'était pas vraiment il n'a rien à faire aux Finances.

Dans son livre intitulé «The Great Crash», John Kenneth Galbraith souligne que, dans les années 1927-1928, l'une des choses les plus graves était que les déclarations sur l'économie faites par des personnes bien informées n'étaient pas prises très au sérieux.

Le gouvernement du Canada fait erreur s'il croit que la dévaluation du dollar réglera ses problèmes. Comme le Conference Board of Canada le déclarait aujourd'hui, aucun pays ne peut régler ses problèmes en dévaluant sa monnaie. Il est alors piégé dans le cycle dévaluation-inflation et il a un nouveau problème sur les bras. Le gouvernement ne donne aucun signe de vouloir corriger la situation.

J'affirme, avec tout le sérieux dont je suis capable, que ce que le pays désire réellement, c'est que le ministre cesse d'énoncer des platitudes et de se livrer à des pirouettes politiques. Le pays veut de l'honnêteté et de la franchise. Pourquoi le ministre des Finances ne peut-il pas se lever et dire: «Écoutez, nous avons un grave problème et nous essayons de le régler. Nous sommes prêts à vous mettre dans le secret.» Le peuple canadien s'est tiré de situations très graves au cours de ses 110 ans d'existence, et nous sommes capables d'en affronter une autre. Mais les Canadiens ne peuvent pas réagir s'ils n'ont pas confiance qu'on leur dit la vérité et qu'on leur parle franchement de leurs problèmes économiques, si on leur fait ces propositions stupides au lieu de leur demander de chercher des solutions de concert avec le gouvernement.

La baisse de la valeur du dollar canadien est de toute évidence une question de manque de confiance et de crédibilité. Le manque de confiance envers le ministre et le gouvernement est manifeste, mais je ne pense pas qu'il y ait manque de confiance envers le Canada. Je crois que les peuples du monde ne comprennent pas comment le Canada a pu s'enliser dans la situation actuelle. Ce que les Canadiens veulent vraiment, c'est un gouvernement qui prendra des mesures pour régler ces problèmes graves. Si le gouvernement et le ministre exposaient de façon directe, ouverte et honnête l'état véritable de la situation économique aux citoyens canadiens, s'ils les mettaient dans le secret, je suis convaincu que nous pourrions régler nos problèmes actuels.

● (2222)

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je regrette d'informer le député que son temps de parole est expiré.

M. Hugh A. Anderson (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, j'ai

écouté les débats avec beaucoup d'intérêt jusqu'ici, et il y a eu d'excellentes interventions. Je remercie le député qui m'a précédé d'avoir parlé avec sincérité et honnêteté. Malheureusement, nombreux sont les députés de l'opposition qui se sont abstenus d'aborder le problème ou de proposer des solutions.

M. Alexander: Voyons ce que vous avez à dire.

M. Anderson: J'ai écouté les autres orateurs en silence ce soir, et j'espère qu'on m'écouterait de la même façon.

Dans la déclaration qu'il a faite cet après-midi, le chef de l'opposition (M. Clark) a mentionné que cela coûterait très cher de soutenir le dollar. Le critique financier du parti conservateur a affirmé que 100 millions par jour étaient drainés à l'extérieur du Canada. Je me demande s'il est en mesure de déposer un document quelconque prouvant l'exactitude de ce chiffre. S'il possède des preuves pour corroborer ses dires, j'espère qu'il les communiquera à la Chambre parce que je doute que ce chiffre soit exact. Tant qu'il ne pourra pas prouver ce chiffre, je pense que nous parlons d'un homme de paille.

Il n'y a pas de doute qu'en octobre 1977, le ministre des Finances (M. Chrétien) a informé la Chambre de la création d'un fonds d'urgence de 1.5 milliard de dollars. Ce n'est pas quelque chose de nouveau qu'on a lancé aujourd'hui. Ce n'est pas quelque chose que nous ne savions pas. Le ministre avait alors dit qu'il ne fixait pas le taux de change du dollar canadien, mais qu'il voulait en assurer un flottement ordonné. Je n'ai pas besoin d'entendre ce que le ministre a dit cinq, six ou sept fois. Il parlait d'un cours ordonné du dollar canadien, ce qui me semble raisonnable. Si nous n'avions pas établi de fonds pour assurer un cours ordonné du dollar canadien, j'imagine que l'opposition nous demanderait pourquoi nous n'avons pas créé de fonds semblable, pourquoi nous permettons des fluctuations importantes dans le taux de change et pourquoi nous laissons la porte ouverte aux spéculateurs.

Une voix: Je n'en peux plus.

M. Anderson: Je suis désolé que le député soit obligé de partir. Quand le gouvernement fait quelque chose, on le critique, et quand il ne fait rien, on le critique.

Personne ne conteste qu'au cours des 14 derniers mois la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain est passée de \$1.03 à 89c. Pour être exact, la baisse a été de 14 p. 100. Je me demande si les députés d'en face savent que le dollar américain a diminué de 50 p. 100 par rapport au mark allemand et de 31 p. 100 par rapport au franc suisse, de 34 p. 100 par rapport au yen japonais, de 31 p. 100 par rapport à la livre anglaise. Peut-être l'opposition devrait-elle dire au Congrès et au Sénat américains qu'ils font face à une crise, à une urgence économique. Les chiffres que je viens de citer, 50 p. 100 et 34 p. 100, ne semblent peut-être pas aussi mauvais que notre 14 p. 100 par rapport au dollar américain. La différence entre le Canada et les États-Unis est que le Congrès et le Sénat américains ne se soucient pas trop de l'avenir économique des États-Unis. Ils ne crient pas au loup chaque fois que le dollar américain tombe d'un léger pourcentage par rapport au franc suisse, au mark allemand ou à toute autre devise, parce qu'ils savent que leur économie est forte, que les économies ont de bonnes et mauvaises périodes et que le dollar monte et descend.